

## L'EUROPE FRIGIDE

Élie Barnavi

André Versaille, 2008, 168 p.

Disons-le d'emblée : *L'Europe frigide* est un livre nécessaire et intelligent. Fallait-il que son auteur fût un diplomate, historien et, de surcroît de nationalité israélienne, pour que sa « position excentrée le rendît plus apte à secouer le cocotier européen », comme il le suggère lui-même ? Comment « identifier le mal de langueur dont souffre le projet européen » ? Car, « qu'on l'admette ou non, l'Europe est en crise ». Le double « non » français et néerlandais de 2005 au projet de « constitution » européenne, qu'a conforté le rejet par les Irlandais du traité de Lisbonne en 2008, sonne la fin d'une Europe portée sur les fonts baptismaux par ses pères fondateurs dans les années 1950. Un projet que leurs héritiers n'ont pas su faire vivre et, surtout, expliquer. Pourtant, ses « tables de la loi » « sont à la portée d'un enfant de douze ans », ose affirmer Élie Barnavi. Alors, en pédagogue éclairé, il nous convie à revisiter la maison Europe, de ses fondations jusqu'à ses étages supérieurs.

Qu'est-ce que l'Europe ? Sur le plan des valeurs, une civilisation unique ; du point de vue économique et monétaire, une fédération ; en matière diplomatique et militaire, une simple coalition d'États souverains. On ne peut mieux dire. Mais l'Europe est d'abord une civilisation. En quelques fortes pages, l'auteur nous rappelle que le Vieux Continent a toujours été tiraillé entre deux forces opposées : l'une — politique — tendant à l'éclatement en entités indépendantes ; l'autre — culturelle — maintenant l'unité d'une civilisation commune. Au XV<sup>e</sup> siècle, le futur pape Pie II ne tenait pas un autre discours au sultan Mehmet II. L'étonnante aventure mondiale de l'Europe doit tout à cette dualité entre homogénéité culturelle et division politique. Avec trois institutions marquantes, qu'on ne retrouve nulle part ailleurs : l'Empire, l'Église et la féodalité.

L'historiographie nous enseigne que l'Empire romain trouva son prolongement dans l'éphémère Empire carolingien puis dans le fragile Saint Empire romain germanique. L'un puis l'autre furent brisés par la montée de la féodalité d'où sortirent les États-nations, tandis que le christianisme imposait à l'Occident médiéval sa vision du monde spirituelle et morale. À ce récit, Élie Barnavi apporte des nuances essentielles pour la compréhension de l'histoire européenne. L'Empire, d'abord, reste présent dans les esprits bien au-delà du Moyen Âge : Sully prête à Henri IV un grand dessein européen ; Voltaire, dans *Le Siècle de Louis XIV*, voit l'Europe chrétienne comme une grande République partagée en plusieurs États. Quant à Rousseau, il estime qu'il n'y a plus de Français, d'Allemands, d'Espagnols ou d'Anglais ; il n'y a plus que des Européens. Tous ont les mêmes goûts, les mêmes passions, les mêmes mœurs... Cette unité doit beaucoup à l'Église catholique. Toutefois, si l'Europe a échappé à la théocratie, c'est parce que l'Église n'a jamais pu, ou su, ou même voulu s'octroyer le monopole des représentations mentales. Dans le même temps, avec la féodalité se développait le principe du contrat, qui attache l'homme à l'homme par des obligations réciproques. Les premières assemblées parlementaires naîtront de cet engagement de l'un envers l'autre, dans un dialogue nécessaire.

Pourquoi donc avoir craint de rappeler que l'Europe avait des racines chrétiennes, voilà quelques années ? L'Histoire — on ne le sait que trop — se venge quand on feint de l'ignorer, nous rappelle l'auteur. Dans une Europe devenue laïque, profondément marquée par les Lumières, il n'y a rien de dramatique à reconnaître que, oui, l'Europe a été chrétienne. Et l'on se condamne à ne rien comprendre à ce qu'elle fut ni à ce qu'elle est devenue si l'on s'entête à gommer de son histoire un élément aussi essentiel de son identité.

Élie Barnavi passe ensuite en revue les grandes questions qui font l'Europe... et la définit aussi, parfois. On a parlé plus haut des « tables de la loi ». La question de la laïcité ne se pose pas qu'à ceux qui débattent de l'héritage de l'Europe. Consubstantielle à un régime fondé sur la raison, la liberté et les droits de l'homme, elle est la condition même de l'extraordinaire décollage de l'Occident. Et l'auteur de nous mettre en garde : il ne faut surtout pas transiger avec la laïcité comme quelques beaux esprits le suggèrent aujourd'hui, car on n'altère pas les valeurs sur lesquelles une communauté repose sans les pervertir. Autre danger : celui de la diversité, qu'on accommode à toutes les sauces. On observera au passage que c'est la seule valeur qui soit étrangère à l'héritage européen. Ce dont les Européens ont besoin, ce n'est pas tant qu'on exalte ce qui fait leur différence, mais qu'on leur révèle ce qu'ils ont en commun. Là est l'urgence.

Se définir, c'est aussi s'inscrire dans l'espace, sans pour autant se fermer aux autres. La question des frontières de l'Europe n'est pas moins complexe que celle de la laïcité ou que celle de la diversité. Un peu de bon sens. Les frontières de l'Europe devraient passer là où l'histoire rencontre la géographie : toutes les nations qui vivent sur le sol européen, et elles seules. Ne sera donc pas « européenne » la Russie, qui a toujours considéré l'Europe d'un point de vue extérieur, à l'instar de Tourgueniev et Dostoïevski, même si le pays a été européenisé de force par les Romanov. Largement asiatique de par sa géographie, de dimensions trop vastes pour le Vieux Continent, la Russie ne demande d'ailleurs pas à devenir européenne. Il n'en va pas de même pour la Turquie, mais cette grande nation n'a jamais été un membre de la famille européenne : voilà tout. Et ce n'est pas une question de religion, puisque l'UE accueillera sans rechigner, dans les années à venir, des pays à forte majorité musulmane. Ainsi, souligne l'auteur, en acceptant le principe de l'adhésion de la Turquie, les dirigeants européens ont fait preuve d'irresponsabilité et ont admis n'avoir aucune foi dans l'avenir de leur propre édifice. Les moins européens et les plus libre-échangistes de l'Union — les Britanniques — ne sont-ils pas justement partisans d'une Europe des Highlands au Caucase, à l'ambition seulement économique ?

Mais les frontières ne sont pas tout. Un constat : on assiste à un transfert de populations entre le Sud jeune et miséreux et le Nord prospère et vieillissant. L'apport de la main-d'œuvre immigrée sera d'ailleurs de plus en plus indispensable dans une Europe où les actifs ne pourront plus porter le poids des inactifs. Il faut avoir la franchise de le dire. Et, par la même occasion, cesser de se sentir doublement coupable : d'avoir trop bien réussi la colonisation et d'avoir raté la décolonisation. L'Europe n'avancera dans son dialogue avec l'autre rive de la Méditerranée que lorsqu'elle aura revisité ces concepts qui la paralysent tant : le néo-colonialisme, la coopération et le tiers-mondisme. Quant à la repentance pour les crimes commis pendant les trois siècles de colonisation, suivons l'historienne Mona Ozouf quand elle nous conseille : « Cessons de pendre des squelettes et occupons-nous des êtres de chair et de sang. » Et préoccupons-nous des questions d'immigration, de manière décomplexée. Élie Barnavi rappelle avec justesse qu'une immigration ne réussit que lorsque le nouvel arrivant renonce à une part de ce qu'il était, tandis que la société qui l'accueille lui fait une place en son sein, car ce que les démocrates ne feront pas pour l'intégration des émigrés, les fascistes le feront pour leur expulsion. Tout simplement.

Les Européens préfèrent trop souvent ignorer les dangers qui les menacent. Pour résumer les choses en une phrase, si les Européens ont magnifiquement réussi à donner corps chez eux à l'idéal kantien de la paix perpétuelle, ils semblent ignorer que le monde extérieur est resté hobbesien. On l'observait déjà du temps de la crise des euromissiles, dans les années 1980. Le pacifisme de principe, ce sournois ennemi de la paix, reste l'idéologie dominante en Europe. On en veut pour preuve cette fameuse politique étrangère commune, la PESC, pompeusement rebaptisée PESDC pour prendre en compte les questions de défense : au mieux une promesse, au pire une farce, avance l'auteur, tout à la fois ironique et amer. Sans les deux piliers de la

puissance que sont, depuis la nuit des temps, une diplomatie cohérente et une force militaire significative, l'Europe sera à jamais réduite aux déclarations de principe.

In fine, Élie Barnavi livre sa vision de l'avenir de l'Europe et plaide pour que soit remis à l'ordre du jour le projet fédéraliste des pères fondateurs. Ainsi, ce revigorant essai avait pour but de nous conduire jusque-là. Mais, que l'on soit fédéraliste ou que l'on ne le soit que modérément, la leçon d'Europe que nous donne ici Élie Barnavi est l'une des plus éclairées et des plus justes que l'on ait pu lire depuis longtemps.

Bruno Calvès